

CRISE ALIMENTAIRE : LES PROPOSITIONS DES ORGANISATIONS PAYSANNES AFRICAINES
--

COMMUNICATION A L'ATTENTION DES PARLEMENTAIRES UE - ACP

Suite au lunch débat organisé par la société civile, 4 leaders d'organisations paysannes d'Afrique de l'Ouest ont insisté sur la prise en compte de l'agriculture familiale pour combattre la crise alimentaire. Ils soulignent les points suivants :

La crise financière a relégué au second plan la crise alimentaire alors qu'elle reste extrêmement préoccupante et que les populations les plus pauvres continuent à être les plus fortement touchées par la faim. Malgré la chute des cours mondiaux :

- les *prix à la consommation* n'ont pas baissé sur les marchés locaux ;
- les *revenus des petits producteurs* n'ont pas augmenté, vu la hausse des coûts de production ;
- la hausse profite surtout aux *intermédiaires commerciaux*.

Les recommandations de la déclaration de Port Moresby (APP 2008) sont plus que jamais d'actualité, et la société civile se réjouit d'y voir mentionnés, entre autres,

- la priorité de la production alimentaire dans les politiques internationales ;
- la place des organisations paysannes dans l'élaboration des politiques relatives à l'agriculture et à l'utilisation du sol.

Nous saluons également l'intérêt porté par l'APP sur cette question lors de cette session, en proposant une nouvelle résolution d'urgence sur le rôle de l'accord de partenariat de Cotonou dans la recherche d'une solution à la crise alimentaire et financière dans les pays ACP.

Cela étant, les organisations paysannes appellent les parlementaires à poursuivre et amplifier leur mobilisation.

Dans le cadre des discussions du 8 avril,

- en donnant la priorité au développement et à l'intégration régionale dans les *négociations commerciales* (APE, OMC) ;
- en consacrant 10% de *l'aide européenne* au soutien de la production agricole ;
- en adoptant des *mesures spécifiques d'adaptation au changement climatique* en faveur de l'agriculture familiale, particulièrement menacée par le réchauffement.

Au-delà de cette Assemblée à Prague, nous demandons que :

- les *Organisations paysannes soient élevées au rang d'acteur* non seulement dans la définition, mais aussi la mise en œuvre et l'évaluation des politiques européennes et ACP qui les concernent (commerciales, agricoles, développement...), et de tous les mécanismes d'aide (« Facilité » de € 1 milliard, ...)
- la *résolution d'urgence* et tous les textes adoptés par l'APP (déclaration...) fassent l'objet d'une *évaluation systématique*, impliquant les acteurs de la société civile UE et ACP, avant chaque session de l'APP ;
- Que l'APP s'approprie l'objectif de *cohérence en faveur du développement*, en produisant son propre rapport sur la cohérence des politiques, par rapport aux engagements de l'Accord de Cotonou, suite à la parution du rapport de la Commission en septembre 2009.